



**Séminaire organisé par le Ministère auprès du Premier
Ministre chargé de l'Economie et des Finances et la Ferdi**

**Approfondissement de l'intégration régionale en Afrique
de l'Ouest et implications pour la Côte d'Ivoire**

***Enjeux de l'intégration régionale, gains d'un renforcement
Patrick Guillaumont***

Abidjan, 24 novembre 2014



Les caractéristiques historiques de l'intégration régionale en ZF

- Ancienneté de l'expérience à partir du socle constitué par les unions monétaires
- Originalité de l'expérience, où l'union monétaire a précédé l'union économique
- Caractère évolutif, à la fois dans les contours, les statuts, les politiques mises en œuvre (change) et l'objet même (passage à l'union économique)
- Caractère multidimensionnel actuel (non seulement commerce, mais aussi monnaie, finance, droit, et autres aspects de la « deep integration »)



Contexte international de l'intégration régionale en ZF: besoin d'une nouvelle étape

- Progrès de l'intégration en d'autres régions , y compris en Afrique: très forte augmentation du nombre des accords commerciaux préférentiels
- Défis de la mondialisation: baisse des tarifs et chaînes de valeur font apparaître le besoin d'une intégration régionale reposant moins sur des mesures « aux frontières » et plus sur une intégration « profonde », donc sur des mesures prises dans les pays
- Caractère multidimensionnel de l'intégration profonde
- Débat sur les performances relatives des unions économiques en ZF et besoin d'un nouveau souffle
- Gains potentiels importants espérés d'un renforcement de l'intégration régionale (IR) en ZF
- Objet du rapport demandé par les Ministres des finances de la ZF et du livre qui en est issu



La démarche adoptée dans l'étude

- 1) Examen des *réalisations*, des *obstacles* rencontrés et des *perspectives de renforcement* dans chacun des principaux domaines de l'IR, pour chacune des deux unions et entre elles, ainsi que des *gains attendus*: objet des sessions suivantes de la conférence
- 2) *Evaluation globale* de l'impact et des gains attendus, présentée seulement dans le dernier chapitre, en 2 temps: impact *passé*, puis impact *potentiel* d'un renforcement: dans les deux cas, problèmes méthodologiques à résoudre
- Accent mis ici sur les **gains potentiels** , pour faire apparaître l'enjeu du renforcement



(I) L'impact passé de l'intégration régionale

- Trois questions posées
- Examen des tendances brutes : la croissance a-t-elle été différente de celle du reste de l'Afrique?
- L'intégration régionale en ZF a-t-elle été un facteur de croissance?
- L'intégration régionale en ZF a-t-elle été un facteur de convergence des revenus?

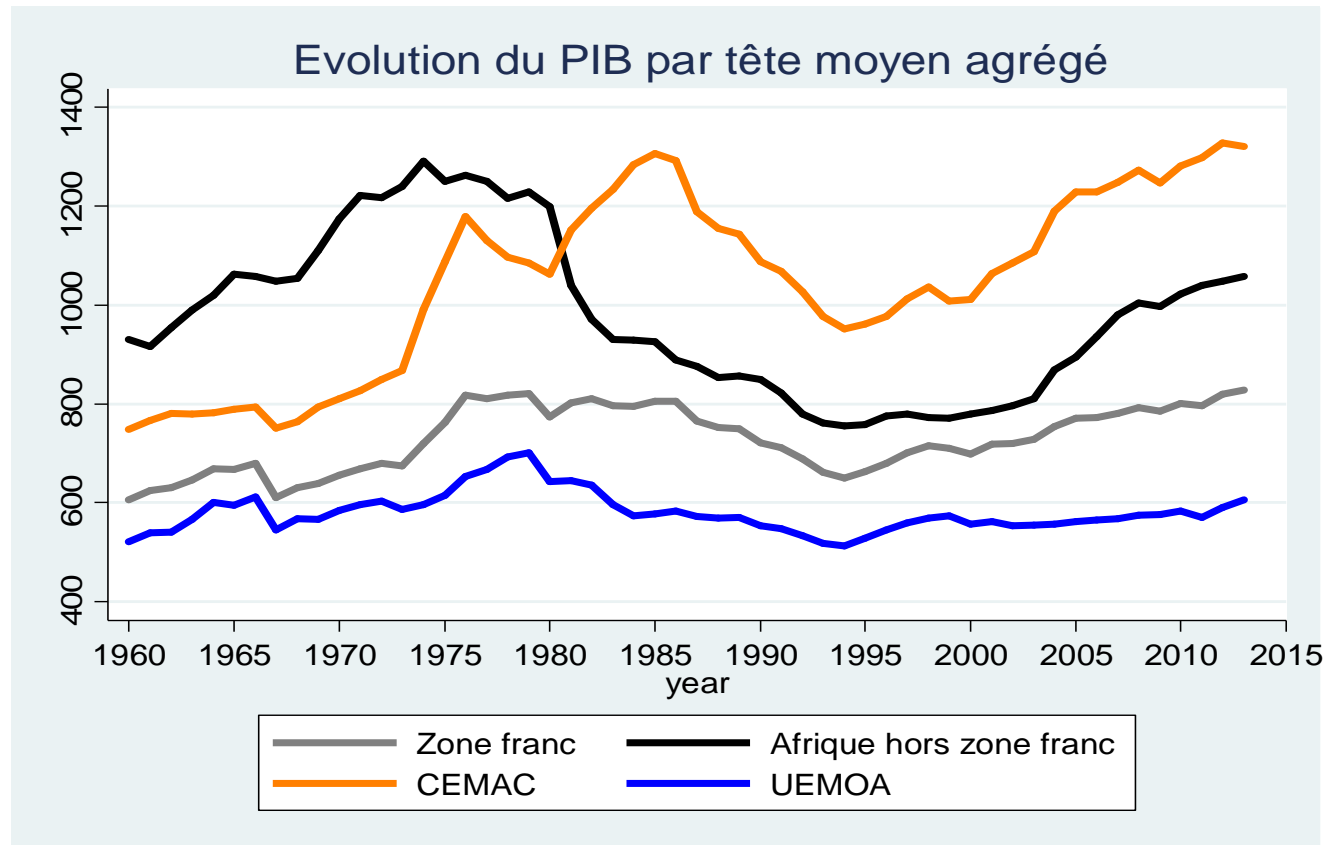


(A) les tendances brutes dans la croissance et les autres indicateurs de développement

- Question la plus simple? Très controversée au contraire
- Comparaison des taux de croissance avec le reste de l'Afrique différente selon les statistiques et selon les concepts utilisés
- Préoccupation d'une moindre croissance en ZF, mais dépend des périodes, et amélioration récente...
- En particulier en UEMOA, avec la Côte d'Ivoire
- Surtout différence entre l'évolution de la *moyenne des revenus par tête* et celle du *revenu moyen par tête* (graphiques)

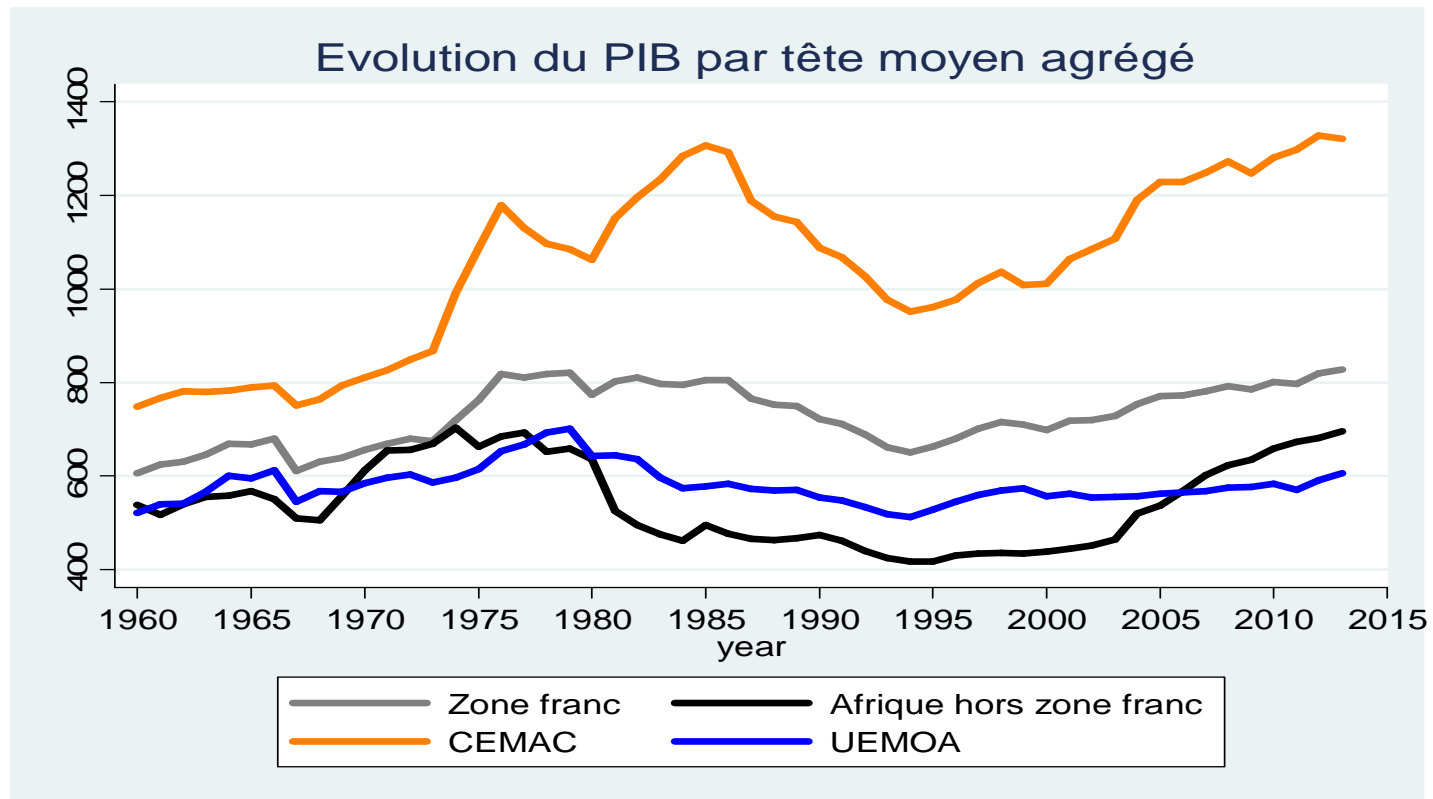


Evolution du PIB par tête moyen agrégé pendant 50 ans en Afrique Zone franc et hors Zone franc



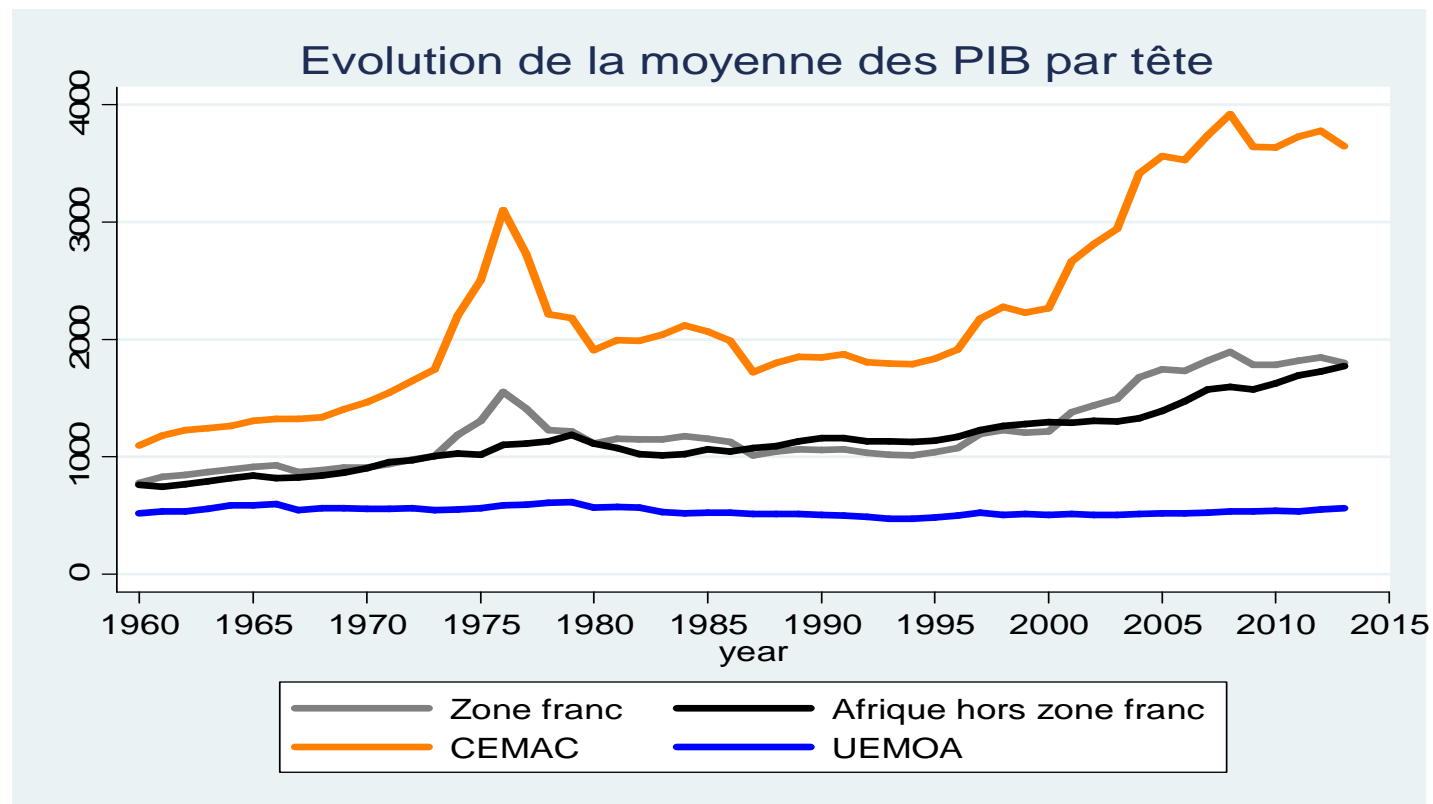


Evolution du PIB par tête moyen agrégé pendant 50 ans en Afrique Zone franc et hors Zone franc (Sans Afrique du Sud)



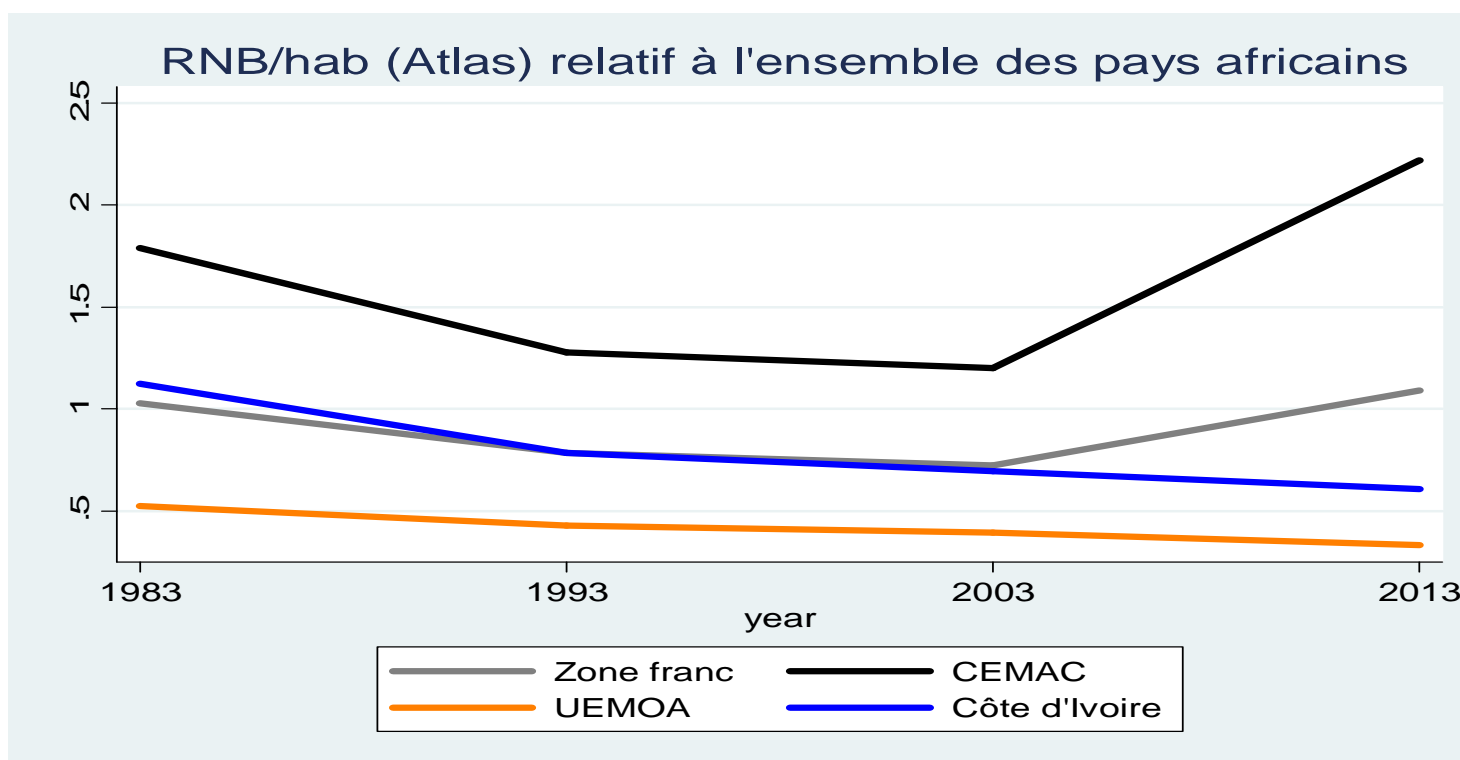


Evolution de la moyenne des PIB par tête pendant 50 ans en Afrique Zone Franc et hors Zone Franc



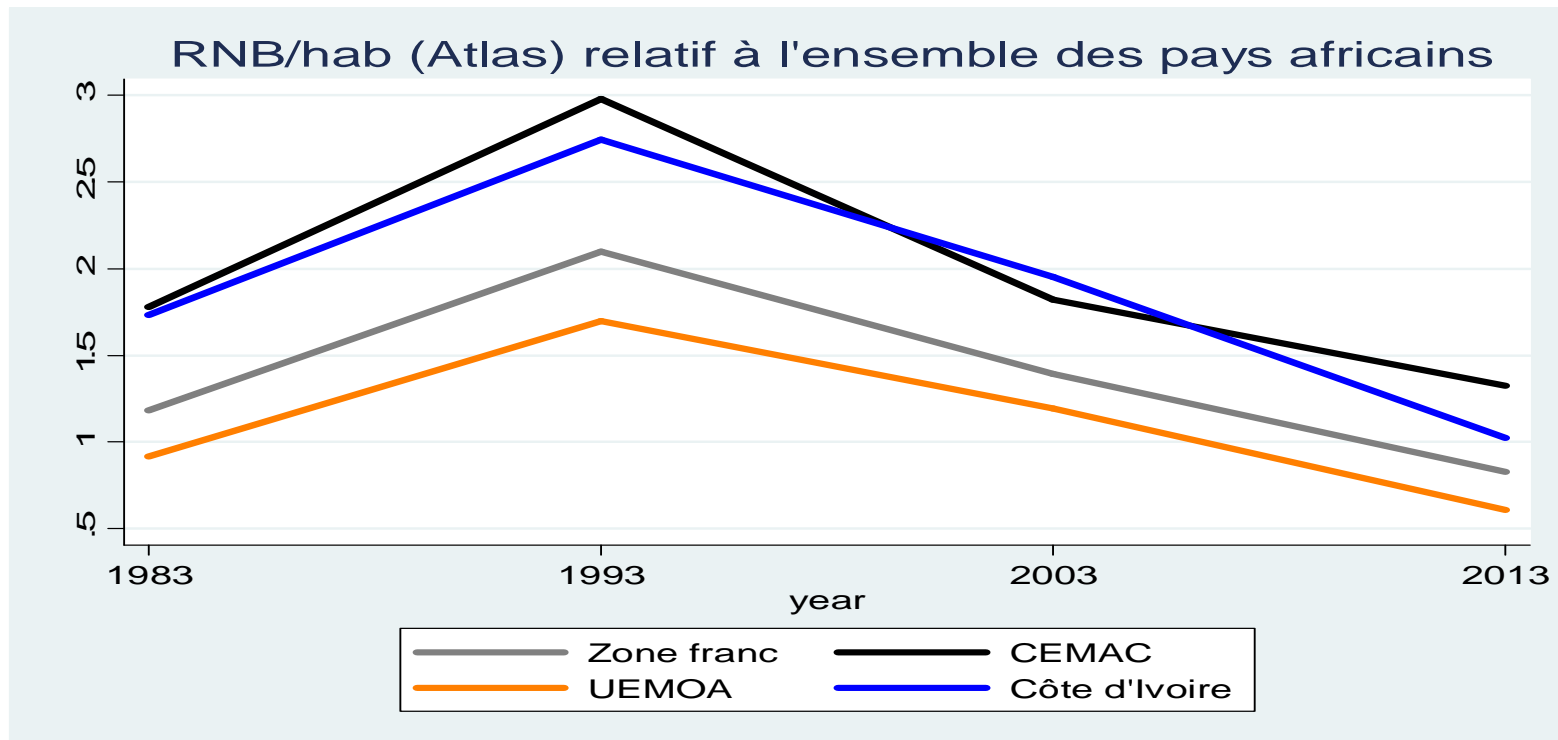


Evolution décennale de 1983 à 2013 du rapport entre la *moyenne des RNB par tête* des pays africains de la Zone franc, de l'UEMOA et de la CEMAC et celle des pays africains hors Zone franc, mesurés selon la méthode du World Bank Atlas





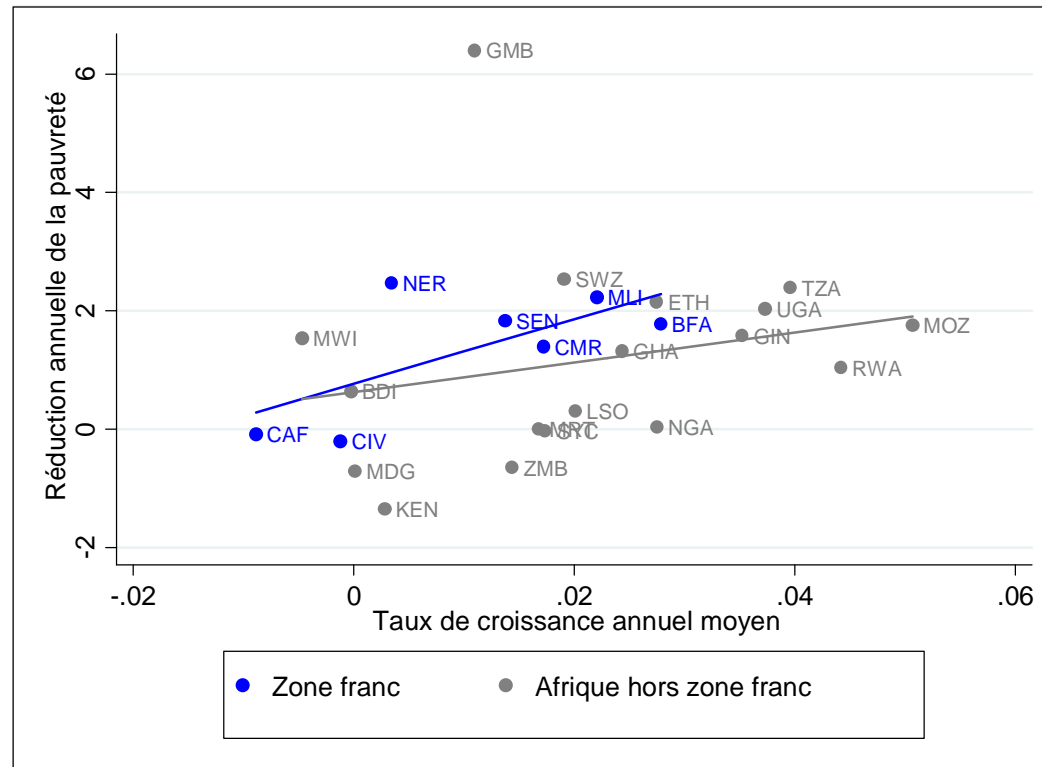
Evolution décennale de 1983 à 2013 du rapport entre le *RNB par tête moyen agrégé* des pays africains de la Zone franc, de l'UEMOA et de la CEMAC et celui des pays africains hors Zone franc, mesurés selon la méthode du World Bank Atlas





Réerves sur la comparaison des tendances brutes de revenu par tête

- La croissance économique, elle-même mal mesurée, n'est pas le seul critère de performance: sont à considérer la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé...(résultats moins bons en CEMAC qu'en UEMOA, mais à partir de niveaux supérieurs), mais aussi la paix et la sécurité
- Elle peut être plus moins génératrice d'une réduction de pauvreté: plutôt plus en ZF, surtout en UEMOA (graph)
- La comparaison des tendances brutes ne permet pas de juger de l'impact de l'intégration, en raison de l'influence des facteurs exogènes: mais qu'est-ce qui est exogène (ex conflits)?





(B) L'intégration régionale en ZF a-t-elle été un facteur de croissance?

- Méthode d'analyse: régressions de croissance 1975-2010 (GMM) panel de 77 pays (dont tous ceux de la ZF), en sous-périodes de 5 ans, avec variable muette pour l'appartenance à l'UEMOA, à la CEMAC (ou à la ZF)
- Et un ensemble de variables de contrôle supposées indépendantes de l'appartenance aux Unions (toutes significatives): dimension et croissance démographique, santé initiale, pluviométrie, rente pétrolière, instabilité des exportations, tendance des TOT, (puis aide et conflits)
- Effets ambigus de l'appartenance aux Unions: si incidence des conflits prise en compte de façon différenciée dans les Unions et ailleurs en Afrique, effet relatif sur l'ensemble de la période légèrement positif pour l'UEMOA (de l'ordre de 1%), mais très irrégulier (négatif en fin de période)
- Limites: difficulté de bien saisir l'effet, souvent différencié, des facteurs exogènes

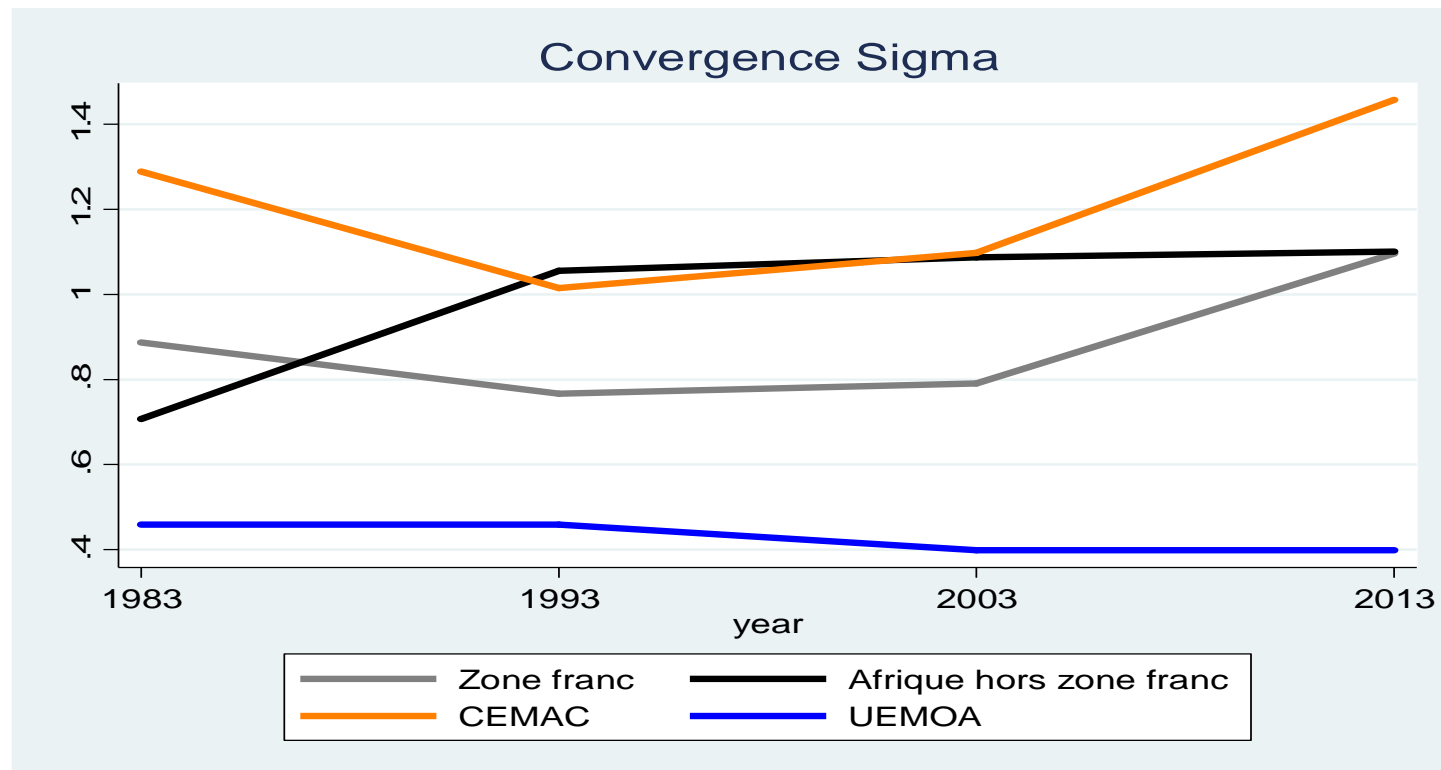


(C) L'intégration régionale en ZF a-t-elle été un facteur de convergence des revenus?

- Ici convergence économique, différente de la convergence institutionnelle suivie par le COCOZOF, saisie à partir d'indicateurs de réalisation effective de l'intégration, mais qui inclut toutefois la convergence des niveaux de vie
- *Convergence sigma* (évolution de l'écart-type du log des revenus par tête): tendance longue à la convergence en UEMOA entre 1981 et 2010, mais du fait de la Côte d'Ivoire...(graphique)
- *Convergence bêta* (croissance du revenu par tête, fonction négative du revenu initial), dite conditionnelle (aux facteurs de croissance exogènes): ici « *convergence différentielle* », obtenue par décomposition entre
 - une convergence moyenne de l'Union, semblable à la convergence (normale) des autres pays en développement
 - une convergence « intra- Union », nettement significative, qui fait apparaître l'effet intégrateur de l'Union (rôle de la Côte d'Ivoire?)



Convergence sigma: évolution de l'écart-type des RNB par tête des pays africains de la Zone franc, de l'UEMOA, de la CEMAC et des pays africains hors Zone franc, selon la méthode du World Bank Atlas





(II) L'impact potentiel du renforcement de l'intégration

- 2 méthodes d'analyse concevables
- Méthode des *variables intermédiaires*, consistant à évaluer les effets d'un renforcement de l'intégration dans chaque domaine où l'impact est apparu mesurable (financier, commercial, infrastructures, gouvernance ,...): risque d'omettre certains domaines et de sous-estimer les effets interactifs
- Méthode du *changement d'échelle*, consistant à supposer toutes les économies parfaitement intégrées: on évalue l'impact sur la croissance d'une intégration complète et effective



L'impact d'une intégration régionale totale

- Intégration totale: on considère tous les pays membres comme s'ils appartenaient à un seul pays, avec un marché, une politique
- *Chaque pays bénéficie de la dimension de l'ensemble, avec deux conséquences*
- Un plus grand marché intérieur et des *économies d'échelle* dans tous les secteurs
- Une *moindre vulnérabilité* aux chocs extérieurs, en raison d'une plus forte diversification des activités et une plus forte aptitude à partager les risques (à la fois par la mobilité des biens , des personnes et des capitaux et par la capacité politique régionale à compenser les chocs)



Application de la méthode

- On part du même modèle de croissance que précédemment, où figurent parmi les variables explicatives (le log de) la taille de la population (+) et l'instabilité des exportations de biens et services (-) (coefficients élevés et significatifs)
- On simule les résultats de croissance en supposant que chaque pays a la même dimension géographique que l'ensemble intégré et la même instabilité des exportations que l'ensemble régional vis-à-vis de l'extérieur
- Le gain potentiel de croissance est donné en appliquant les coefficients des 2 variables dans la régression au changement supposé de ces variables pour chaque pays membre
- Sont ainsi distingués les taux observés, attendus et potentiel : le gain correspond à la différence entre taux potentiel et attendu

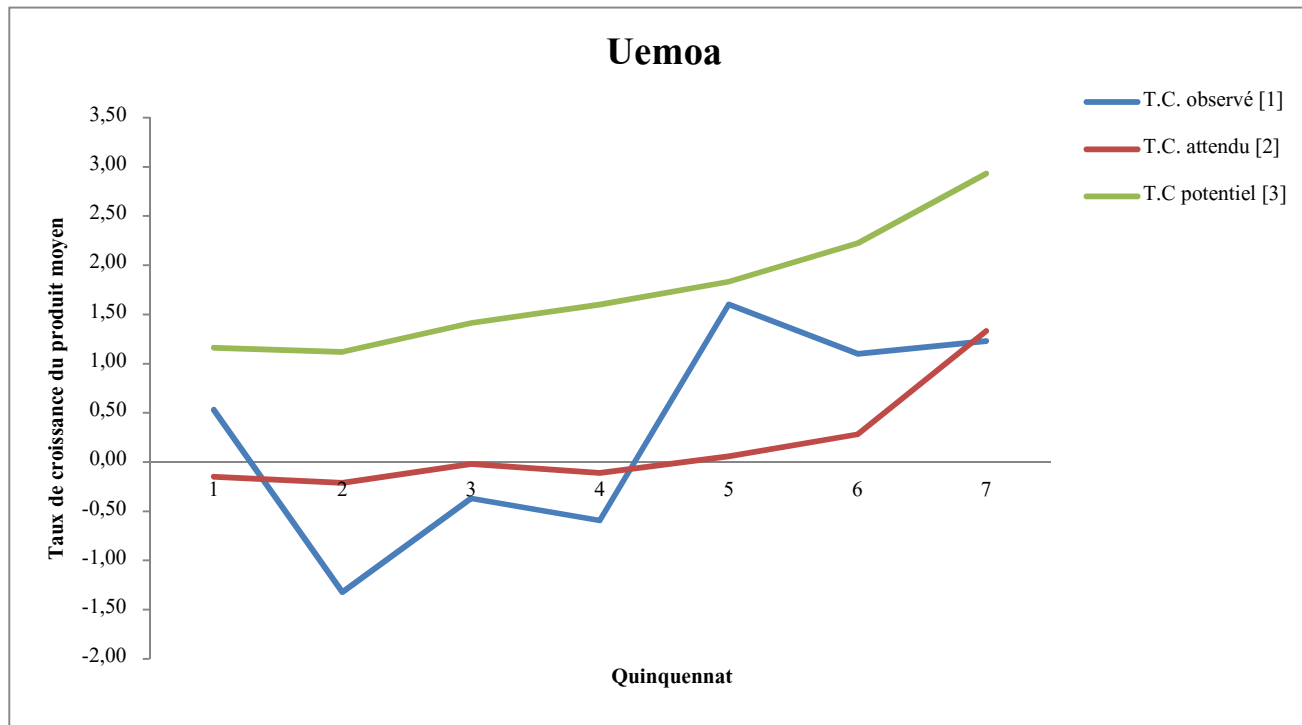


Résultats obtenus

*Moyenne des taux de croissance annuels et gains pour les pays membres,
mesurés sur 7 périodes quinquennales de 1975 à 2010*

	UEMOA	CEMAC
1) Observed rate of GDPpc	0.3	0.6
2) Estimated rate	0.2	1.2
3) Potential rate	1.8	2.8
4) Potential gain = (3)-(2)= (5)+(6)	1.6	1.6
5) From larger population size	1.2	1.3
6) From lower export instability	0.4	0.3

Taux de croissance observés, estimés and potentiels, 1975-2010





Les gains de croissance, leur nature et leur répartition

- Gains potentiels similaires d'une intégration totale (séparée) en CEMAC et UEMOA
- Gains *dynamiques ou cumulatifs*, car suppléments de taux de croissance
- Selon cette méthode, gains plus forts dans les pays plus petits et plus vulnérables: cohérent avec les résultats trouvés sur la convergence conditionnelle et différentielle
- Mais selon *méthode des variables intermédiaires* plus forts effets d'accroissement de commerce dans les pays plus avancés comme la Côte d'Ivoire (autre résultat de l'étude, obtenus à partir d'un modèle de gravité)



Au-delà de l'exercice

- Limites des estimations économétriques, même si robustes
- Les effets favorables de la plus grande dimension et de la moindre vulnérabilité aux chocs extérieurs impliquent que soient effectivement mises en œuvre les mesures particulières de renforcement de l'intégration
- Les résultats globaux obtenus selon la méthode des variables intermédiaires sont assez proches de ceux qui le sont à partir de la méthode des changement d'échelle
- Bien que les 2 résultats ne puissent totalement s'additionner, étant chacun incomplet, ils se complètent
- De plus ne sont pas pris en compte des effets potentiels essentiels d'ordre politique, notamment l'impact de l'intégration régionale sur gouvernance et sur les conflits



Interaction entre intégration économique régionale, paix et sécurité

- L'IR peut réduire la *probabilité* de conflits et l'insécurité, si elle favorise la stabilité macro-économique
- L'IR peut aussi réduire la *sévérité* des conflits et leur impact social: l'inflation et le désordre monétaire sont des facteurs d'amplification des conflits et d'appauvrissement
- L'IR peut conduire à une meilleure *gouvernance* et faciliter les transitions politiques (surveillance par les pairs)
- Une *nouvelle dimension politique* est nécessaire au renforcement et à l'efficacité de l'intégration économique, mais aussi pour assurer la paix et la sécurité qui conditionnent le développement
- Implique toutefois des risques et des conditions



Conditions de la réalisation des gains du renforcement de l'intégration

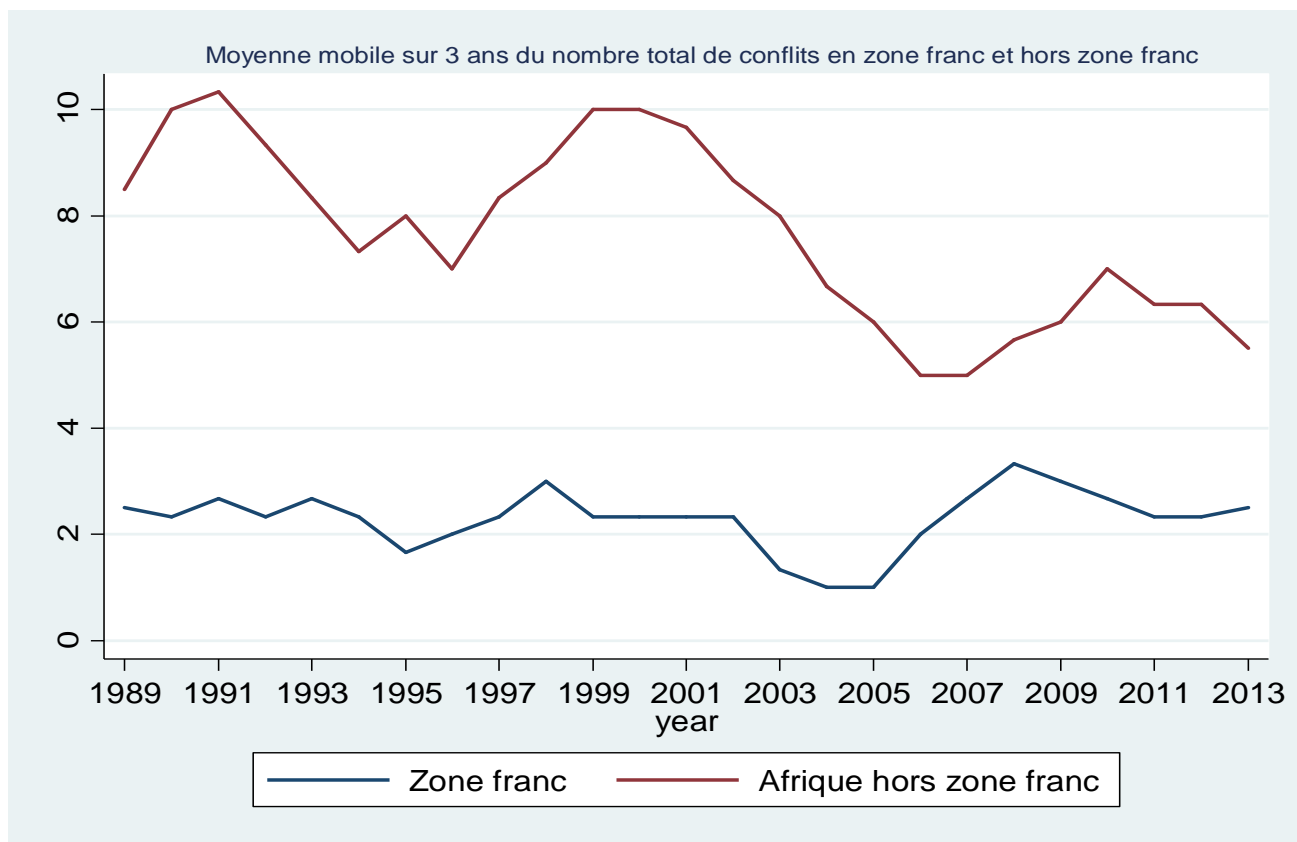
- Simplement rappelées ici, car examinées dans chaque session
- *Appliquer les textes communautaires* et renforcer la surveillance multilatérale
- *Gérer les risques* de l'intégration
- *Préserver les acquis* de l'Union dans le processus d'élargissement
- *Renforcer la dimension politique* de l'intégration économique pour en améliorer la gouvernance et l'efficacité, pour en faire un facteur de paix et de sécurité
- Mettre en oeuvre les *financements* destinés à l'intégration sur la base des *besoins d'intégration régionale* et de *l'engagement pour l'intégration*
- *Assurer la transparence* des mesures prises et progrès dans le sens de l'intégration pour que celle-ci soit soutenue par l'opinion publique

F&Di

merci



Moyenne mobile sur 3 ans du nombre total de conflits en Zone franc et hors Zone franc



Note : Afrique hors zone franc : Afrique subsaharienne hors Afrique du sud et Namibie



Moyenne mobile des fréquences de conflits par pays sur 3 ans en Zone franc et hors Zone franc

